

Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 18 août 2011)

Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI): Bonjour Mesdames et Messieurs. Bienvenue à ce point de presse hebdomadaire où nous aurons comme invité le Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwe, qui a mené plusieurs missions humanitaires à l'intérieur du pays en compagnie de membres du gouvernement. Il a bien accepté de venir nous entretenir de la situation sur le terrain. Permettez-moi de vous faire un rapide tour d'horizon de nos activités avant de lui donner la parole

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, a quitté Abidjan ce matin à destination de Ouagadougou pour une rencontre avec le Président Burkinabé Blaise Compaoré, Facilitateur du dialogue inter-ivoirien.

M. Choi tiendra le Président Compaoré informé de la contribution de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) aux efforts en cours pour surmonter les effets de la crise postélectorale dans le pays. Il évoquera les initiatives prises dans ce domaine, notamment l'établissement des camps militaires de l'ONUCI pour aider à combler le vide sécuritaire et à rassurer davantage les populations. Ils aborderont aussi les questions relatives à la tenue prochaine des élections législatives.

Accompagné du nouveau Représentant spécial adjoint Arnauld Akodjenou, M. Choi mettra à profit sa visite pour faire ses adieux au Chef de l'Etat burkinabé avec lequel il a travaillé étroitement pendant près de quatre ans dans le cadre de la recherche d'une solution définitive au conflit ivoirien. Le Chef de l'ONUCI quitte ses fonctions le 31 août prochain et sera remplacé par Bert Koenders.

Au plan militaire, le Commandant de la Force, Gnakoudé Berena, a conduit une délégation de l'ONUCI mercredi au Liberia pour une réunion quadripartite sur le renforcement de la sécurité à la frontière de ce pays avec la Côte d'Ivoire. La rencontre a regroupé les Commandants des Forces de l'ONUCI, de la Mission des Nations Unies au Liberia (MINUL) et les Chefs militaires ivoirien et libérien. Le Général Soumaila Bakayoko, Chef d'Etat-Major de l'Armée ivoirienne, était du voyage. Les discussions ont porté sur l'appui des Nations Unies pour faciliter le bon déroulement du référendum prévu le 23 août au Libéria et des élections législatives en Côte d'Ivoire.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) poursuit son programme de sensibilisation par la proximité à travers Onuci Tour

Dans le Moyen-Cavally, au moment où nous parlons, cette activité de sensibilisation se tient au quartier Belleville de Duekoué.

Vendredi 19 août, nous irons à la rencontre des populations du village de Gnambouasso, dans la Sous-préfecture de Guitry. Ce même vendredi, la localité de Blahou sur l'axe de Méagui, et la sous-préfecture de Mahapleu (département de Danané) accueilleront ONUCI Tour.

Le 22 août, cap sur la Sous Préfecture de Bogouiné (département de Man), puis retour au quartier Représentant de Duekoué le 23 août. Le lendemain, c'est-à-dire mercredi 24 août, ONUCI- TOUR s'arrête à GOH, localité située à 50km de San Pedro en allant vers la forêt de Tai où la cohésion sociale a été ébranlée suite au passage de combattants venus du Libéria.

Enfin, le quartier Latif de Duekoué bouclera cette semaine de sensibilisation dans l'ouest du pays sur les thématiques de la cohésion sociale, la réconciliation nationale et surtout sur l'engagement des populations elles-mêmes à être des relais pour le retour à la normalité en Côte d'Ivoire.

Ailleurs, ONUCI TOUR fera aussi des haltes dans les quartiers de Korhogo, à Kokumbo (Région des lacs), Assindi (dans la sous préfecture de Koun Fao) et Kongodekro, dans la région de la Vallée du Bandama.

Des activités sportives sont également prévues à Daoukro (Nzi Comoé) pour soutenir la direction départementale de l'éducation nationale engagée dans le processus de réconciliation en milieu scolaire.

Voilà ce que j'avais comme point. Je passe maintenant la parole à notre invité, le Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwe,

Ndolamb Ngokwey (Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire) : Merci Hamadoun.. Bonjour, je voudrais faire le point sur la situation humanitaire. Nous avons au cours de ces dernières semaines effectué plusieurs visites dans l'Ouest. Certaines avec des Ministres du gouvernement, notamment le Ministre Kafana Koné, Ministre d'Etat, de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Solidarité, et Mme Raymonde Koudou, Ministre de la Famille, de l'Enfant et de la Femme. Et nous avons aussi eu accès aux informations fournies par nos 420 collègues 37 organisations à l'Ouest. Et cela nous permet donc de vous faire le point sur la situation humanitaire.

En résumé le message est très simple, il y a une dynamique de retour qui est en cours, mais la situation humanitaire demeure préoccupante. La dynamique de retour effectivement au 20 août, je peux vous confirmer qu'il y a 44323 déplacés internes qui sont retournés dans leurs zones d'origine au Moyen-Cavally et dans la zone des Montagnes. Et à Toulepleu plus de trente 30% des déplacés sont retournés. Et une enquête effectuée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), du 24 juillet au 5 août, nous indique que près 90% des personnes déplacées, qui étaient dans des familles d'accueil au Moyen-Cavally, dans le Worodougou, le Haut Sassandra, sont déjà retournées dans leurs villages d'origine. Et près de 60% des personnes qui étaient dans les

familles d'accueil sont retournés au Moyen-Cavally et dans la région des Montagnes.

Donc, bref, il y a effectivement une dynamique de retour qui s'installe. On peut dire cela aussi quand on considère que dans le département de Duekoué, plus spécifiquement à carrefour « Belleville », Guitrozon, Guéré, Touguéi, où des enquêtes ont été récemment effectuées, on voit de plus en plus des populations qui sont rentrées. Il faut tout de suite signaler que ces populations continuent quand même à exprimer une préoccupation par rapport à leur sécurité, notamment en ce qui concerne certains incidents ou des exactions par des forces militaires. On note par exemple au quartier « Carrefour » à Duekoué, que grâce aux patrouilles des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), du contingent marocain et aussi grâce à la présence de l'électricité à « Carrefour », les conditions de sécurité se sont nettement améliorées. Bref, il y a donc cette dynamique de retour que nous essayons d'accompagner et de faciliter. Puisque c'est cela le désir de la plupart des personnes déplacées et c'est cela que le Gouvernement encourage aussi. Comme communauté humanitaire, nous accompagnons le retour sur la base de certains principes simples que je voudrais rappeler. Il y a d'abord le premier principe qui est que le retour doit être volontaire, on ne peut pas forcer un déplacé à retourner. Il doit être volontaire, donc basé sur une information objective. Et cela, nous facilitons ce qu'on appelle des visites pour découvrir. Donc, on emmène les personnes déplacées à aller voir leurs endroits d'origine pour qu'elles décident d'elles-mêmes si elles peuvent rentrer. Donc le caractère volontaire est fondamental. Deuxième critère, bien sûr c'est la sécurité. On ne peut pas demander à quelqu'un de rentrer dans un endroit où il n'y a pas de sécurité. Et je dois préciser, où il ne se sent pas en sécurité. Puis qu'il y a un aspect psychologique dans la sécurité. Et finalement le troisième critère, le retour doit se faire dans la dignité. La personne qui rentre doit avoir un toit, doit avoir accès à des services sociaux de base au minimum. Donc ce sont ces critères que nous sommes en train d'envisager de mettre en œuvre avec le gouvernement. Une stratégie de retour est en cours de finalisation et c'est dans cet esprit là que nous nous allons travailler. Donc comme je vous l'ai dit que la dynamique de retour est en marche, mais la crise humanitaire demeure préoccupante.

En effet, il y a aujourd'hui 30079 personnes déplacées sur 48 sites sur toute l'étendue de la Côte d'Ivoire. Et au Liberia, hier, il y avait 171362 réfugiés ivoiriens, rien qu'au Liberia. 171362 réfugiés ivoiriens. Ce nombre doit être d'ailleurs augmenté légèrement. On pense qu'il est dû aussi au retard d'enregistrement. Ce n'est pas qu'il y a nécessairement beaucoup plus de réfugiés, mais en tout cas il y en plus qui se manifestent. Donc, je disais que la crise humanitaire demeure préoccupante d'abord par ce qu'il y a toujours ces personnes en mouvement, mais aussi par ce qu'ils continuent à se poser des problèmes de protection.

Donc, je disais que la crise humanitaire demeure préoccupante d'abord, parce qu'il y a toujours des personnes en mouvement mais aussi parce qu'il continue de se poser des problèmes de protection. Juste pour vous donner un exemple, l'insécurité qui persiste encore demeure un problème et puis rien qu'ici à

Abidjan, le 05 aout il y a près de 1000 personnes qui étaient dans un centre religieux qui ont été expulsées, donc il y a encore des problèmes.

Deuxièmement a l'ouest sur le plan de la sécurité alimentaire ,30 % de ménages c'est-à-dire 314 300 personnes sont exposées à l'insécurité alimentaire du notamment au faite qu'ils n'ont pas cultivé planté, au faite que la pluie n'est pas ce qu'elle devrait être et au faite de l'insécurité .Les populations nous signale qu'elles ne peuvent pas rentrer dans leur champ parce qu'elles sont menacé donc 30 % de ménages je répète soit 314.400 personnes exposées à l'insécurité alimentaire et au moyen Cavally dans la province des montagnes de main a juillet le taux de malnutrition générale est passé de 4% à 7% ce qui est énorme .Donc ca montre que le problème continu et je vous signale que face a tous ces problème a communauté humanitaire continu sa réponse de mieux en mieux coordonnée entre nous d'abord les agences des Nations Unies ,mais aussi les ONG. Mais c'est de mieux en mieux coordonner aussi avec le gouvernement les visites de ministre ,la présence de plus en plus active des préfets et des sous préfet montre effectivement l'engagement et la volonté du gouvernement de répondre a cette crise et le HCR va récemment par exemple distribuer 6000 kits de non vivre dans le zone de Touleupleu et des villages environnants et ces 6000 kits inclus des couvertures, des casseroles, des nattes des moustiquaire imprégnée etc. .L'un des défis que nous avons comme communauté humanitaire pour le moment c'est le sous financement de notre programme d'urgence. Sur un budget totale de 235 millions de dollars nous n'avons pour le moment que ces 59 millions soit a peine 25% et il y a un travail de plaidoyer qui se fait dans ce sens .Il y a un engagement du gouvernement et de la communauté internationale pour montrer que la fin de la crise post électoral n'est pas la fin de la crise humanitaire. Cette dynamique de retour doit être accompagné et encouragé puisque chaque ivoirien qui rentre est en réalité un ambassadeur de la Paix, un ambassadeur de la réconciliation puisque son retour dans la sécurité et dans le dignité est un message aux autres pour leur dire vous pouvez rentrer la situation s'améliore. Voila le message que je voulais partager avec vous.

HT : Alors on ouvre la session des questions réponses si vous pouvez vous identifier en indiquant votre nom, l'organe presse que vous représentez et bien sure la personne à laquelle vous adressez votre question.

Oche Egwa: Oche from News Agency of Nigeria. My question has to do with the humanitarian situation in Cote d'Ivoire. Particularly I want to find out there was a press statement which you sent a week ago about a visit to the former president Laurent Gbagbo and clearly in the statement you did not make any real commitment in terms of his health, in terms of his welfare. You just said you had a visit to him. I would want to find out the state of the former president as of now. Then nextly last week on Thursday you also had a press briefing where you mentioned about eight mass graves in Yopougon, in some parts of the country. I want to find out if they have been excavated and what you are doing because I know that from what I heard those mass graves were behind primary schools – a school so to speak. That's all

HT: Well it has to do with human rights issues. The first question, we asked President Gbagbo how he was feeling and according to his doctor, he is doing fine. So when we asked him how do you feel, he of course asked his doctor and the doctor said he is doing fine. That is what we can tell you. We are not in a position to say, if he is doing fine or not but according to his doctor who is with him on a daily basis, he is okay. Regarding the mass graves, we were alerted by some reports saying that mass graves were found near a school. So our role was just to inform the Government so that they can be removed before the opening of schools. That was the rationale behind last week's intervention and we are in close contact with Government authorities, so that this area can be cleared of any mass graves, if there are any, so that school can resume under normal conditions, especially for the school children. Thank you.

Oche Egwa: I also wanted to find out. Last week you mentioned that about 26 persons had been killed by the FRCI and it was just a slice of the entire report, because I know these killings, from what we have heard, have been going on since some time April. And I was wondering why you didn't give us the full report? You just gave us slice, which was just for a month between July and August. Can we have access to the entire report?

HT: Well usually we have a quarterly report. This was just a compilation of information we received for the four weeks covering the report, so that's why you had a slice of what you call the report. It is not in fact a report, it was just a compilation of information that we gathered. We gather information on a daily basis and we sum up everything and that is how we got the number that we gave you.

Etienne Aboa (Fraternité Matin) : A la suite du rapport de l'ONUCI. Le Ministre des Droits de l'Homme et des libertés publique a dénoncé le fait que l'ONUCI ait biaisé le rapport de courtoisie qui existait entre ces deux entités. Et on n'a pas eu la réaction de l'ONUCI. C'est juste pour avoir la réaction sur cette intervention du Ministre.

HT : L'ONUCI ne réagit pas publiquement par rapport à ce que dit un gouvernement. C'est une méthode que nous avons toujours adoptée et que nous comptons conserver. Cela dit, nous avons des discussions très étroites avec le gouvernement pour leur expliquer que notre rôle est de monitorer les Droits de l'Homme pour la protection et la promotion des Droits de l'Homme et aussi chercher avec le Gouvernement des solutions. C'est cette seconde proposition qui est la plus importante nous cherchons des solutions avec le Gouvernement pour assurer que la crise postélectorale ne soit pas également une crise des Droits de l'homme. Comme Monsieur Ngokwey a dit tout à l'heure la fin de la crise électorale n'a pas mis fin à la crise humanitaires. Donc, il faut veiller à ce que la fin de la crise postélectorale coïncide également avec un plus grand respect des Droits de l'Homme ainsi que leur promotion. Donc nous travaillons très étroitement avec le Gouvernement et nous continuerons de le faire. Vous n'avez pas de question sur le plan humanitaire ?

Laura Assemien (Fraternité Matin) : J'aimerais savoir le chiffre exact des gens victimes de la crise humanitaire, malnutrition ?

Ndolamb Ngokwey : On travaille principalement en terme de taux. Oui ! Oui ! Et donc le taux pour le moment, à l'ouest est 7%. Donc 7% de la population et ce qui est énorme, considérant que rien qu'au mois de mai on était à 4% .C'est à dire des 100 personnes que vous voyez 7 sont mal nourrit.

HT : Pas de question, merci beaucoup d'être venu et on se revoit jeudi prochain .Merci beaucoup monsieur Ngokwey.